

25 août 2021

Communiqué

Après l'expulsion du bidonville d'Issou

Aujourd'hui 25 août 2021, la préfecture des Yvelines a fait procéder par les forces de police à l'expulsion des familles Roms sans logis qui vivaient sur un terrain, dans un bois, (bidonville) à ISSOU.

La fédération des Yvelines de la Ligue des Droits de l'Homme ne peut que s'élever et protester énergiquement contre cette expulsion. Celle-ci est à la fois inhumaine et contre productive.

Ces familles étaient progressivement arrivées sur ce terrain depuis octobre 2018, les premières suite à leur expulsion d'un autre bidonville à Triel.

Le terrain qu'elles occupaient à Issou était loin de toute agglomération et ne provoquait pas de nuisances particulières.

Sur ce terrain certaines familles avaient réussi à avoir une certaine stabilité, cela à permis notamment la scolarisation de plusieurs enfants à l'école primaire d'Issou. Cette mesure d'expulsion intervient à la fin du mois d'août, avec une telle rapidité que les familles n'ont pas eu le temps de déposer un recours contre la procédure d'expulsion, bien qu'elles aient entamé les démarches pour le faire. La plupart des familles sont réticentes à accepter les quelques nuitées d'hôtel proposées, car elles craignent d'être remises à la rue au bout de quelques jours ou semaines, comme c'est souvent arrivé dans des situations analogues lors de l'expulsion d'autres bidonvilles.

Cette mesure d'expulsion aggrave donc la situation de la plupart des familles, remettant en cause la scolarisation des enfants, elle contraint ces familles à rechercher un nouveau terrain ailleurs.

Pourtant, la préfecture met en place une démarche pour la résorption à moyen terme de 3 bidonvilles du département, en vertu de l'instruction gouvernementale du 25 janvier 2018, qui appelle à dépasser l'approche des évacuations pour apporter le plus en amont possible des réponses adaptées aux caractéristiques des bidonvilles et des personnes.

La fédération des Yvelines de la Ligue des Droits de l'Homme ne comprend pas pourquoi les habitants du bidonville d'Issou n'ont pas bénéficié de cette démarche, plutôt que de subir cette expulsion brutale qui va les obliger à tout reconstruire ailleurs.

La fédération des Yvelines de la Ligue des Droits de l'Homme demande que les services de l'Etat proposent aux habitants de bénéficier de cette démarche, accompagnée d'une solution transitoire d'hébergement.